

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / L'opération d'expulsion en France qui fait vivement débat, hausse de salaire... Actus du Jour

L'opération Wambushu, c'est donc le nom de code d'une opération d'expulsion de migrants que prépare le gouvernement français en toute discrétion dans le département d'outre-mer de Mayotte, près de Madagascar.

Alors c'est une nécessité absolue pour certains, mais une grave violation des droits humains pour d'autres.

Ce qui est sûr, c'est que ça fait beaucoup réagir, mais alors de quoi parle-t-on exactement ?

Salut c'est Hugo, j'espère que vous allez bien, on va analyser tout ça ensemble, c'est le sujet à la une des actus du jour aujourd'hui.

Mayotte, c'est donc cet archipel français, à la fois un département et une région française, située proche de l'Afrique,

entre Madagascar et le Mozambique dans l'océan indien.

C'est tout simplement aujourd'hui le département le plus pauvre de France, avec 80% de la population qui vise sous le seuil de pauvreté,

donc avec moins de 1.100€ par mois, et plus largement en fait, c'est une situation qui est très critique,

avec notamment de nombreux services publics dans un état très compliqué par rapport notamment à ce qu'on peut retrouver en métropole.

Ces dernières années, de nombreuses personnes, venues du continent africain ou alors des Comores, qui est un archipel voisin,

tentent de rejoindre clandestinement et donc illégalement Mayotte.

Les Comores, c'est donc un pays juste à côté de Mayotte, classé parmi les pays les plus pauvres du monde,

où, selon la Banque mondiale, un quart de la population est en situation d'extrême pauvreté,

ce qui pose donc une partie de la population à tenter de fuir la misère et de venir à Mayotte pour des meilleures conditions de vie.

Le résultat de cette immigration très importante vers Mayotte, c'est qu'aujourd'hui, un quart de la population de Mayotte

serait en situation irrégulière selon l'AFP.

Dans ce contexte-là, de pauvreté aussi importante et de situation donc illégale pour certains, Mayotte est frappée par une explosion de la violence dans un contexte aussi où beaucoup se sentent délaissés.

Selon l'INSEE, le nombre de vols à Mayotte est trois fois plus élevé qu'en métropole,

et on en avait parlé en novembre des agressions et des meurtres se multiplient sur l'île.

Ces violences étaient au départ limitées à des règlements de compte entre bandes de différents quartiers,

mais désormais, ces violences touchent toute la population avec des gens qui n'ont aucun lien parfois avec ces bandes.

On en avait déjà parlé dans les actualités du jour, il y a eu des cas notamment des biens d'école et d'élèves

qui ont été pris pour cibles, avec notamment des mains coupées.

Vous l'aurez compris, la situation actuellement est très critique sur l'île,

mais alors en quoi consiste précisément cette opération Wambushu ?

Wambushu, ça veut dire « reprise en maorais » qui est donc l'une des langues principales de

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / L'opération d'expulsion en France qui fait vivement débat, hausse de salaire... Actus du Jour

Mayotte, forcément avec le français.

L'objectif de Gérard Darmanin, le ministre de l'Intérieur avec cette opération, ce serait d'expulser les étrangers qui sont en situation irrégulière vers l'île d'enjouant dans les commorts,

qui est situé à près de 70 km de Mayotte, sachant que beaucoup de ces étrangers vivent aujourd'hui dans des bidonvilles.

Et donc ces bidonvilles-là seraient en l'occurrence rasées et détruits par les autorités.

Ces personnes en situation irrégulière seraient donc conduits là-bas avec des bateaux par les autorités françaises.

Très concrètement, l'État souhaiterait expulser 300 personnes par jour contre 70 actuellement, et pour cela, 500 gendarmes et policiers supplémentaires devraient être déployés sur l'île dans les prochains jours.

En théorie, l'opération devrait démarrer ce lundi selon France Info, mais aucune date précise n'a encore été donnée à l'heure où je tourne ces actus du jour et elle pourrait durer deux mois.

Alors comment est-ce que l'État défend et explique une telle opération ?

L'argument principal, c'est un enjeu de lutte contre l'insécurité.

Il faut savoir que ces dernières années, une partie importante de la population de Mayotte se sent véritablement abandonnée par l'État français.

Il y a l'impression de ne pas être traité comme le reste de la population française.

Et d'ailleurs, ça peut être en matière de gestion de l'insécurité, mais aussi plus largement sur les questions sociales de pauvreté, de qualité de l'éducation, ou plus largement de qualité des services publics sur place.

Il y a avec cette opération donc l'État tenterait donc de montrer qu'il agit.

Selon certains, le gouvernement serait aussi tenté d'envoyer un message aux personnes qui souhaiteraient se rendre à Mayotte,

de façon selon eux à éviter aussi des drames migratoires, alors que de nombreux naufrages de bateaux ont eu lieu.

Alors comment est-ce que cette opération est perçue à Mayotte ?

Eh bien déjà, les deux députés de Mayotte, du centre et de la droite, ont affirmé leur soutien à l'opération.

Une opération selon eux indispensable pour lutter contre l'insécurité.

Pour Mansour Camardine, par exemple, qui est député les Républicains, une majorité de la population, il serait favorable selon lui.

Et sans cette opération, une guerre civile pourrait se déclencher.

Des termes qu'il a utilisés lors d'interviews ou de déclarations ces derniers mois.

C'est donc une opération qui est approuvée par beaucoup d'habitants de Mayotte, mais qui pour autant ne fait pas l'unanimité et qui au contraire fait tout de même débat.

En effet, à Mayotte, des professionnels de santé affirment par exemple que des conséquences dramatiques pourraient découler selon eux de l'opération Wombushu.

Ils ont notamment signé une tribune pour alerter le ministère de la Santé là-dessus.

Et je vous mets le lien directement en description.

Ensuite, cette opération, elle a été dénoncée par les commorts eux-mêmes.

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / L'opération d'expulsion en France qui fait vivement débat, hausse de salaire... Actus du Jour

Les commorts estiment qu'ils n'ont pas les moyens d'absorber cette violence qui a été fabriquée depuis Mayotte par l'État français selon eux.

Mais c'est aussi quelque chose qui a été dénoncé par des organisations de défense des droits humains.

C'est le cas par exemple de la Ligue des droits de l'homme qui dénonce une atteinte aux droits humains avec des expulsions.

Et enfin, l'UNICEF qui est l'Organisation de défense des droits des enfants de l'ONU.

Bref, vous l'aurez compris, c'est une opération qui fait beaucoup débat.

A noter au passage qu'en matière de mesure, au-delà de ce plan d'expulsion, eh bien le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, a déjà évoqué la possibilité de restreindre le droit du sol spécifiquement à Mayotte.

Le droit du sol, c'est donc ce qui fait qu'un enfant naît sur le territoire français à Mayotte.

Donc, par exemple, peut devenir français, même si ses parents ne le sont pas.

Là aussi, un important débat a été engagé, on aura l'occasion d'en reparler.

Ça me semble là en tout cas important d'évoquer ici tout ce qui se passe à Mayotte et les questions que ça pose.

Je laisse la parole à Blanche pour les actualités.

En bref, je reviens juste après.

Merci Hugo et salut tout le monde.

On commence avec une première actue en France.

Emmanuel Macron était de nouveau sur le terrain ce jeudi,

plus précisément dans un collège de l'Héro à côté de Montpellier pour parler d'éducation.

Alors, comme hier, il a été accueilli par des huées, des pancartes et des slogans dans la ville de Ganges

où environ 2000 manifestants étaient rassemblés.

Alors, le président en a quand même profité pour faire une annonce.

C'est celle d'une hausse de salaire entre 100 et 230 euros net par mois pour tous les enseignants sans augmentation du temps de travail ou de mission en plus.

Cette augmentation sera effective dès la rentrée en septembre.

Deuxième actue toujours en France, je voulais vous parler de mesures du plan de lutte contre les fraudes fiscales et sociales du gouvernement qui ont beaucoup fait parler ces dernières heures.

Le gouvernement propose notamment de supprimer le versement d'allocations sur des comptes, je cite, au Portugal ou au Maghreb, ou encore de contrôler les allées et venues à l'étranger de ceux qui bénéficient d'aide sociale en coopérant notamment avec les compagnies aériennes.

Alors ces mesures, vous vous en doutez, ont choqué une grande partie de la gauche, qui est juge stigmatisante.

Olivier Forre, par exemple, le chef du Parti Socialiste, a dénoncé des préjugés racistes du gouvernement.

De son côté, le leader de la France Insoumise Jean-Luc Mélenchon a dénoncé, je cite, une nouvelle campagne pour montrer du doigt les Français musulmans et originaires du Maghreb.

Au contraire, ces mesures ont été saluées par l'extrême droite, notamment par Jean-Philippe Tanguy, député rassemblement national de la Somme, qui s'est félicité ce jeudi matin sur France Info

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / L'opération d'expulsion en France qui fait vivement débat, hausse de salaire... Actus du Jour

que le gouvernement reprenne les propositions du R&L.

Troisième actu, les excès de vitesse inférieure à 5 kmh n'entraîneront plus le retrait d'un point sur le permis de conduire à partir du 1er janvier 2024.

Cette mesure a été annoncée hier soir par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et il ne sera donc plus question de retirer de point sur le permis.

Par contre, les petits excès de vitesse entraîneront toujours une amende de 68€, comme c'est le cas aujourd'hui.

Il faut savoir qu'à l'heure actuelle, 58% des contraventions pour excès de vitesse sont justement dues à des petits excès de vitesse.

Cependant, cette mesure ne fait pas l'unanimité, certaines associations craignent que cette mesure conduise à une hausse de la mortalité sur la route, en incitant les gens à rouler plus vite.

Troisième actu, au moins 85 personnes sont mortes et plus de 300 ont été blessées dans une bousculade à Sana, la capitale du Yemen, un pays du Moyen-Orient.

C'est l'une des plus meurtrières de ces dix dernières années dans le monde.

Ce mouvement de foule a eu lieu lors d'une action caritative, pendant laquelle des centaines de personnes s'étaient rassemblées dans une école pour recevoir des aides financières.

Certains témoins affirment qu'ils ont entendu des coups de feu, ce qui aurait provoqué le mouvement de foule.

Pour vous donner un peu de contexte, le Yemen est déchiré depuis 2014 par une guerre civile qui a fait des centaines de milliers de morts, mais qui a aussi causé une crise humanitaire très importante, accentuant fortement la pauvreté de la population.

Troisième actu, et on va parler de Cuba, le président de l'île, Miguel Díaz Canel, qui est au pouvoir depuis 2018, a été réélu après avoir recueilli 97,66% des voix des 470 membres de l'Assemblée nationale.

À Cuba, le président était élu avec un système d'élection indirecte.

Bon alors, c'est pas vraiment une surprise, sachant qu'il était candidat unique à sa réélection et que l'opposition est illégale dans le pays.

Il faut savoir que cette réélection se fait dans un contexte compliqué pour Cuba qui traverse sa pire crise économique depuis 30 ans avec des pénuries de nourriture, de médicaments et de carburants.

Cette crise est due d'une part au renforcement de l'embargo, donc un blocus économique et commercial des États-Unis qui est en place depuis 1962, mais aussi à cause de la pandémie de Covid-19.

Sixième actu, 67 millions d'enfants ont été privés de vaccins vitaux en raison des perturbations liées à la pandémie entre 2019 et 2021.

Ce chiffre revient dans rapport de l'UNICEF publié ce mercredi.

Concrètement, les confinements et les contraintes qui pesaient sur les systèmes de santé dans le monde entier ont fait baisser le nombre d'enfants vaccinés contre d'autres maladies qui peuvent être mortels.

L'UNICEF craint notamment du coup le développement d'épidémie de rougeole ou de polio.

Et donc selon l'UNICEF, il est urgent de remédier à ce problème étant donné que la vaccination des enfants sauve 4,4 millions de vies chaque année.

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / L'opération d'expulsion en France qui fait vivement débat, hausse de salaire... Actus du Jour

Septième actu, en Hongrie, une nouvelle loi va permettre de signaler anonymement les familles homoparentales, donc avec deux parents de même sexe.

Cette mesure fait suite à une longue liste de lois qui restreignent déjà les droits des personnes LGBTQI plus dans le pays.

Par exemple, en 2020, le premier ministre Victor Orban avait déjà mis en place une loi empêchant les couples homosexuels d'adopter un enfant.

Le truc, c'est que la Hongrie est membre de l'Union Européenne.

Or, la Commission Européenne, donc l'institution chargée de faire régner l'ordre dans l'UE, estime que ces lois vont à l'encontre du respect des droits humains.

Par ailleurs, de nombreux pays de membre de l'Union Européenne, dont la France, ont déjà engagé une action en justice contre la Hongrie, on vous tiendra au cours.

Enfin, dernier actu, la fusée Starship de l'entreprise SpaceX, qui est la plus grande et la plus puissante au monde, a décollé ce jeudi après-midi après un premier report ce lundi, mais a explosé en plein vol au bout de quelques minutes.

Alors, attention, dit comme ça, on dirait que c'est un échec, mais en fait pas du tout.

En fait, la fusée est composée de deux parties, la fusée en elle-même et son propulseur, qui lui permet de décoller et qui est censé se détacher juste après le décollage.

Mais lors du test, la séparation ne s'est pas passée comme prévu et l'engin a donc explosé.

Pour l'instant, on ne connaît pas les raisons de cette explosion.

En tout cas, ce décollage est marquant, déjà parce que la fusée a décollé et c'est une victoire en soi, mais aussi par la taille de la fusée, comme je vous le disais, elle mesure plus de 120 mètres de haut et elle est capable de transporter plus de 100 tonnes de cargaiso.

Elle a la particularité, si tout se passe bien, d'être réutilisable, ce qui va permettre de drastiquement réduire les coûts des voyages dans l'espace.

Et ce test sans passager à l'intérieur, il est très important pour la NASA, l'Agence spatiale américaine, puisque c'est cette fusée qui va permettre de faire atterrir les prochains astronautes sur la Lune lors de la mission Artemis, prévue pour l'instant en 2025.

En tout cas, Elon Musk a déjà promis un nouveau vol test dans quelques mois, on tiendra beaucoup. Voilà, c'est la fin de ce résumé de l'actualité du jour.

Évidemment, pensez à vous abonner pour ne pas rater le suivant, quelle que soit d'ailleurs l'application que vous utilisez pour m'écouter.

Rendez-vous aussi sur YouTube ou encore sur Instagram pour d'autres contenus d'actualité exclusifs.

Vous le savez, le nom des comptes, c'est Hugo Descript.

Écoutez, je crois que j'ai tout dit, prenez soin de vous et on se dit à très vite.